



Ouverture de la filière communication à l'ISTIC : des experts réfléchissent pour proposer des curricula de formation

Page 14

Les éditions
Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique

du Vendredi 16 juin 2017
7 Jrs/7

d' Afrique

N°422

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant..
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 20.

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

Les syndicats des agents de la justice poursuivent leur grève

Page 2



Le Président du Faso reçoit la plus haute distinction de l'organisation du sport militaire

Page 6



Journée mondiale de Lutte contre la Désertification et la Sécheresse : Le Président Ibrahim Boubacar KEITA est arrivé à Ouagadougou

Page 4



Décision du conseil constitutionnel: La CODER se réjouit de cette victoire du droit

Page 3



SOCIÉTÉ

Les syndicats des agents de la justice poursuivent leur grève

Région du Centre



Le palais de Justice de Ouagadougou

Les syndicats des agents de la justice (magistrats, greffiers et garde pénitentiaire), en grève depuis lundi pour protester contre les agressions dont ils sont victimes, ont décidé mercredi dans une déclaration commune de l'ensemble des syndicats, de transformer le mouvement en une « grève illimitée ». Cette grève fait suite aux manifestations de la population de la ville de Manga, pour exiger la libération immédiate d'un individu alors placé sous mandat de dépôt. Les Syndicats avaient décrété un arrêt de travail de soixante-douze

heures à compter de du lundi 12 juin 2017 en signe de solidarité avec les acteurs judiciaires du palais de justice de Manga. Le 10 juin dernier, dans une déclaration les syndicats avaient « exigé la tenue sans délai d'une rencontre avec le Ministre de la justice, le ministre de la sécurité, le ministre de l'administration territoriale, afin d'échanger sans faux fuyant sur la situation de Manga, et de façon générale, sur la sécurisation d'ensemble des enceintes des palais et des établissements pénitentiaires ». Dans leur déclaration du mercredi 14 juin,

ils ont indiqué que « la rencontre n'ayant pu se tenir au motif que le ministre de la sécurité serait hors du pays et les conditions posées pour la reprise n'ayant pas été satisfaites, les syndicats informent les acteurs judiciaires et tous ceux que le service public de la justice peut intéresser que le mouvement est reconduit dans tous les palais de justice et établissements pénitentiaires du Burkina-Faso, et cette fois-ci, jusqu'à ce que lesdites conditions soient réunies ».

La rédaction

POLITIQUE

Décision du conseil constitutionnel : La CODER se réjouit de cette victoire du droit

Région du Centre



La CODER appelle à l'instauration du dialogue inclusif entre les acteurs politiques afin de discuter des vraies questions de remise de la Nation au travail.

Le 9 juin 2017, le Conseil constitutionnel a rendu la Décision n°2017-013/CC aux termes de laquelle il a déclaré non conformes à la Constitution les articles 21 et 33 de la loi n°20-95/ADP du 16 mai 1995 portant composition et fonctionnement de la Haute Cour de Justice et procédure applicable devant elle, modifiée par la loi n°17-2015/CNT du 21 Mai 2015. La CODER se réjouit de cette victoire du droit. En effet, même si cette décision ne répond pas à toutes les questions en débat, elle aura pour conséquence inéluctable la relecture de la loi afin de la rendre conforme à notre Constitution. Aussi osons-nous espérer que si relecture il y a, elle devra se faire dans la sérénité et avoir pour objectif de purger la loi modificative n°17-2015/CNT du 21 Mai 2015 de toutes ses incongruités. Cependant, nous restons perplexes

quant à l'irrecevabilité opposée aux recourants qui se sont prévalu de leur qualité de citoyen, irrecevabilité qui demeure à ce jour incompréhensible au regard des dispositions de l'article 175 alinéa 2 de la Constitution. C'est pour cela que la CODER invite les professionnels du droit et la société civile attachée aux valeurs républicaines à s'investir pour que notre pays respecte ses engagements internationaux et emprunte résolument les chemins de l'État de droit. C'est à cette condition que notre système judiciaire pourra être indépendant, impartial et équitable. Par ailleurs, le 17 juin prochain, la CODER organise à Ouagadougou un Panel sur le processus démocratique du Burkina Faso de 1960 à nos jours. Elle invite en cette occasion le peuple burkinabè, surtout dans sa frange jeune, à manifester son intérêt pour le renforcement de l'État de droit.

Enfin, fidèle à ses idéaux de paix et de réconciliation nationale, la CODER en appelle à l'instauration du dialogue inclusif entre les acteurs politiques afin de discuter des vraies questions de remise de la Nation au travail."

Justice – RECONCILIATION – PAIX. Fait à Ouagadougou, le 14 juin 2017

**Pour la CODER, Son Président
Rasmané OUEDRAOGO**

ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Journée mondiale de Lutte contre la Désertification et la Sécheresse : Le Président Ibrahim Boubacar KEITA est arrivé à Ouagadougou

Région du Centre



Le Président Ibrahim Boubacar KEITA effectue ce déplacement de Ouagadougou pour participer, à la cérémonie officielle de la Journée mondiale de la Lutte contre la Désertification et la Sécheresse

Le Président de la République du Mali, Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar KEITA est arrivé à Ouagadougou en début de soirée de ce mercredi 14 juin 2017. Il a été accueilli à sa descente d'avion par son homologue burkinabè, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE. Aux côtés de ses pairs du Burkina Faso et du Niger, le Président malien participera le jeudi 15 juin 2017, à la cérémonie officielle de la Journée mondiale de la Lutte contre la Désertification et la Sécheresse et au colloque de haut niveau

sur la Soutenabilité, la Stabilité et la Sécurité en Afrique (3S). « Notre terre, notre maison, notre futur », c'est sous ce thème que se tiendra l'édition 2017 de la Journée mondiale de la Lutte contre la Désertification et la Sécheresse. Cette rencontre a pour objectif de sensibiliser le grand public sur les conséquences de la dégradation des terres et la désertification (notamment l'insécurité alimentaire, la migration, la pauvreté et les conflits) afin de réinvestir dans les terres en vue d'accroître la résilience des populations. L'édition 2017 sera marquée

par de nouvelles échéances déterminantes de la gouvernance internationale touchant au développement durable. Cet événement d'envergure internationale mobilisera au moins un millier de participants nationaux, sous régionaux et internationaux.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Journée mondiale de Lutte contre la Désertification et la Sécheresse : Le Président Mahamadou ISSOUFOU à Ouagadougou

Région du Centre



Le Président nigérien effectue ce déplacement de Ouagadougou pour participer, à la cérémonie officielle de la Journée mondiale de la Lutte contre la Désertification et la Sécheresse

Le Président de la République du Niger, Son Excellence Monsieur Mahamadou ISSOUFOU, est arrivé à l'Aéroport international de Ouagadougou, ce jeudi 15 juin 2017, aux environs de 11 heures 30 minutes. Il a été accueilli à sa descente d'avion par le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE. Le Président nigérien effectue ce déplacement de Ouagadougou pour participer, aux côtés de ses homologues du Burkina Faso et du Mali, à la cérémonie officielle de la Journée mondiale de la Lutte contre la Désertification et la Sécheresse

et au colloque de haut niveau sur la Soutenabilité, la Stabilité et la Sécurité en Afrique (3S), qui vont se tenir cet après-midi dans la capitale burkinabè. Placée sous le thème : « Notre terre, notre maison, notre futur », la Journée mondiale de la Lutte contre la Désertification et la Sécheresse de 2017 va rassembler de nombreuses personnalités dont Madame Monique BARBUT, Secrétaire exécutive de la Convention des Nations unies sur la Lutte Contre la Désertification. Le Burkina Faso compte promouvoir, à cette édition, l'engagement politique de la région Afrique et les mesures proactives qu'elle prend afin de relever les défis de la migration

et de la dégradation des terres.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Le Président du Faso reçoit la plus haute distinction de l'organisation du sport militaire

Région du Centre



«Nous sommes venus rendre compte du déroulement et des objectifs de nos activités au Présidents du Faso», a dit le Col Kabré, Président de l'OLAO

Le Président du Faso a reçu en audience, le mardi 13 juin 2017, une délégation de l'Office de Liaison de l'Afrique de l'Ouest (OLAO). Conduite par son président, le Colonel David KABRE, la délégation de l'OLAO a distingué le Président Roch Marc Christian KABORE du Cordon du Conseil international du Sport militaire. Pour cette audience, le Colonel David KABRE était accompagné des chefs de délégation de neuf pays (Benin, Burkina, Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal et Togo) sur

les quatorze pays que compte l'Office de Liaison de l'Afrique de l'Ouest et du Secrétaire général du Conseil international du Sport militaire (CISM). Ces délégations sont présentes à Ouagadougou dans le cadre de la 41e Assemblée générale de l'OLAO, en marge de laquelle se joue un championnat international de Volley Ball. Cette audience a été l'occasion de rendre compte du déroulement et des objectifs de ces activités au Président du Faso, confie le Colonel KABRE. « Nous n'avons pas manqué de lui rendre compte de l'évolution de l'OLAO qui a



Le Président du Faso a été distingué au Cordon du CISM

La suite à la page 6

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 6



La photo de famille pour immortaliser l'évènement

son siège au Burkina Faso depuis 1994 et les opportunités que nous avons obtenues depuis cette date ainsi que les difficultés que nous rencontrons », complète le président de l'OLAO. Ils ont aussi sollicité le Président du Faso pour un plaidoyer en faveur de leur structure auprès des organisations sous régionales telles que la CEDEAO et l'UEMOA, afin que « l'OLAO puisse continuer à faire flotter haut les drapeaux de ses pays membres ».

Avant de prendre congé du chef de l'Etat, la délégation de l'OLAO lui a remis le Cordon du Conseil international du Sport militaire, la plus haute distinction de cet organisme. C'est un geste qui vise à reconnaître et à saluer les efforts personnels déployés par Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE depuis 1994, en faveur de « l'édification d'un OLAO qui est capable de promouvoir la paix et de contribuer à la promotion de la paix dans

notre espace sous régional », souligne le Colonel KABRE.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...

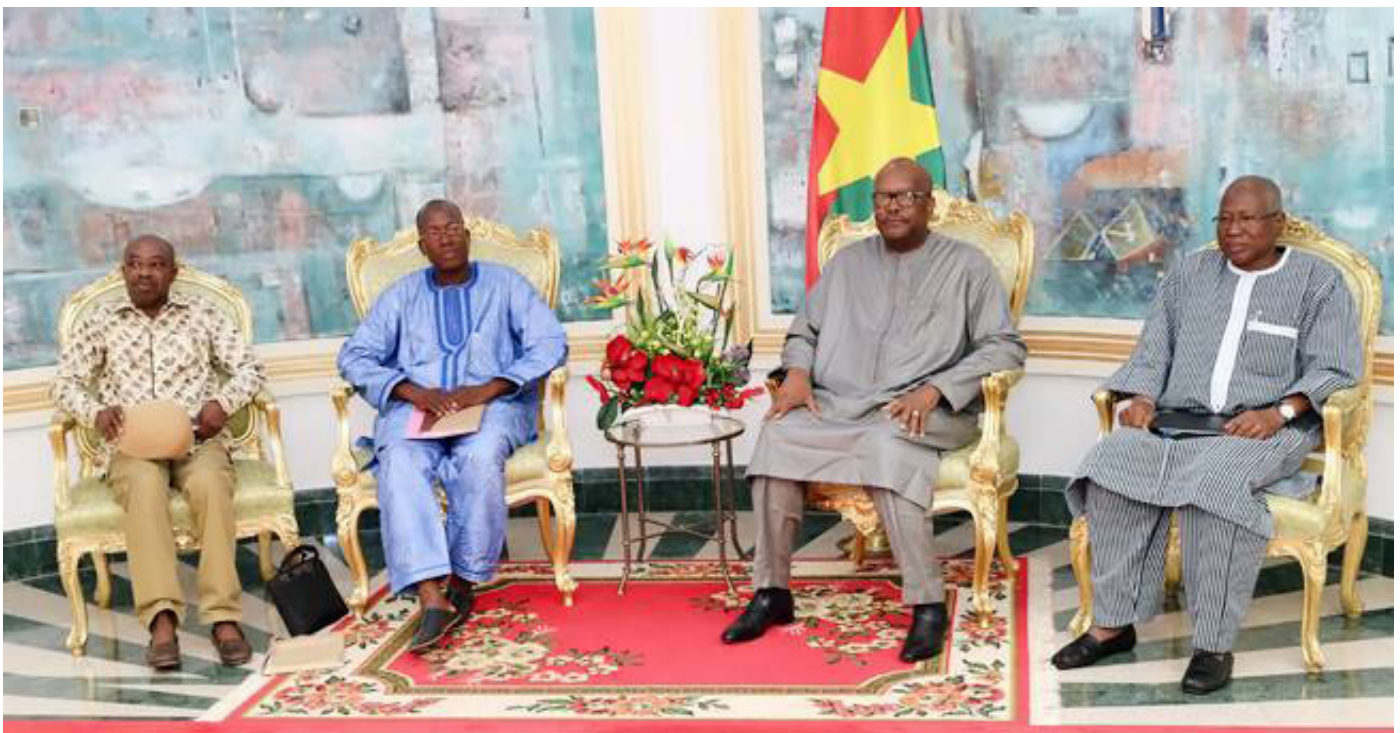
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le Président du Faso reçoit le bureau fédéral de l'Union des Cinéastes du Burkina Faso

Région du Centre



Les cinéastes ont échangé avec le chef de l'Etat sur les problèmes qui empêchent le cinéma burkinabè de décoller

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, a reçu en audience dans la matinée du mardi 13 juin 2017, le bureau fédéral de l'Union nationale des Cinéastes du Burkina (UNCB), conduit par son Secrétaire général, Monsieur Issoufou TAPSOBA. Selon Monsieur Issoufou TAPSOBA, les cinéastes ont échangé avec le chef de l'Etat sur les problèmes qui empêchent le cinéma burkinabè de décoller et chercher avec lui, des solutions aux difficultés que les hommes et

femmes du 7e Art rencontrent dans la production de leurs œuvres. « Nous avons estimé qu'après le FESPACO et au vu des difficultés que nous avons aujourd'hui dans la production de nos films, qu'il fallait vraiment remonter plus haut et essayer de voir dans quelle mesure on pouvait solutionner un peu tous ces problèmes », a expliqué le Secrétaire général de l'UNCB. La preuve que le cinéma au Burkina Faso ne se porte pas bien est l'absence de cinéastes burkinabè sur la plus haute marche du FESPACO depuis près de 20 ans, a fait remarquer le premier responsable du bureau fédéral

des cinéastes. A l'en croire, la solution pour donner au cinéma burkinabè son lustre d'antan serait la « création d'un fonds pérenne » pour le cinéma, à l'instar d'autres pays comme le Bénin et le Sénégal. Le Président du Faso, a-t-il affirmé, « nous a écoutés et a promis une aide dans ce sens ». Le souhait des cinéastes du Burkina Faso, ont-ils fait savoir au chef de l'Etat, est d'aller au cinquantenaire du FESPACO en 2019 avec des œuvres peaufinées pour espérer remporter des prix, et pourquoi pas l'Etalon d'or de Yennenga. **La Direction de la Communication de la**

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le Ministre des Transports de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière et son homologue de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation sur le terrain pour superviser les opérations de contrôles routiers .

Région du Centre



Le Ministre des Transports de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière et son homologue de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, à la tête d'une forte délégation

Les deux ministres à la tête d'une forte délégation ont effectué ce lundi après midi une sortie dans les artères de la ville de Bobo Dioulasso pour apprécier les opérations de contrôles programmées. L'objectif étant d'interpeller les usagers au respect du code de la route et à l'abandon des comportements inciviques.

Au cours de cette sortie marathon, un arrêt a été marqué sur le boulevard Charles De Gaulle pour suivre les prises de vue radar. Constaté, de nombreux citoyens, toutes les catégories socioprofessionnelles, ont été épinglés pour non respect de la limitation de la vitesse en ville. Au rond point de la nation et à l'intersection du gouvernorat-institut français, la signalisation

routière et les opérations de facilitation des déplacements des piétons ont fait l'objet d'inspection.

Les autorités se sont rendues ensuite au carrefour de la CNSS où se mènent des opérations de contrôles sur les comportements à risque. Dans une démarche de sensibilisation, les citoyens, les

La suite à la page 9

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9



Le ministre SOULAMA a renouvelé la disponibilité du gouvernement à accompagner toutes les communes pour résoudre les questions de sécurité routière

usagers, les taximen, ont été interpellés sur les lois et les textes en vigueur en matière de circulation routière. Entre autre l'interdiction d'utiliser le gaz dans les taxis, le transport de passagers dans les tricycles, l'alcool au volant. Enfin au secteur 2 dans le quartier djaradougou, le camion grue de l'ONASER a procédé à l'enlèvement des véhicules stationnés de façon anarchique. A l'issue de cette sortie le maire de Bobo a exprimé toute sa satisfaction et s'est engagé à poursuivre ces activités même après la semaine de la sécurité routière. Le ministre SOULAMA a renouvelé la disponibilité du gouvernement à accompagner toutes les communes pour résoudre les questions de sécurité routière afin de réduire de manière significative les cas



Les deux ministres félicitent et encouragent l'ONASER

d'accidents mortels qui endeuillent chaque jour des familles sur nos routes.

Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle (DCPM)

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Don de sang : la position des religions autour d'un panel

Région du Centre



Le thème de cette journée est « don de sang, don de soi : solidarité et don de sang dans nos religions et traditions »

A la faveur de la Journée mondiale de don de sang (JMDS) célébrée le 14 juin, le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, Rémis Fulgance Dandjinou, a pris part à un panel interreligieux sur le don de sang organisé par le Centre national de transfusion sanguine (CNTS) ce 13 juin 2013.

M. Dandjinou a été modérateur dans un débat animé par l'abbé Robert Ilboudo, le pasteur Vincent Ilboudo et l'imam Ismaël Tiendrébéogo.

Placé sous le thème : « don de sang, don de soi : solidarité et don de sang dans nos religions et traditions », ce panel se devait de

répondre à la question de savoir si la transfusion sanguine rencontrait une interdiction religieuse. Et à la lumière des communications, la réponse est non. En effet, chacun des intervenants a reconnu la noblesse du don de sang et son rôle salvateur dans la préservation de la vie humaine, et ce, conformément aux prescriptions des livres saints.

Pour ce faire, les hommes de Dieu ont été invités à s'impliquer dans la sensibilisation des populations afin de briser les chaînes de l'ignorance qui freinent l'élan de nombre de potentiels donateurs.

DCPM/MCRP



“Les hommes de Dieu” ont été invités à s'impliquer dans la sensibilisation des populations

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Cérémonie de lancement officiel de la semaine de la sécurité routière.

Région des Hauts-Bassins



« tous engagés contre la vitesse en circulation routière »

Le ministre des transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité routière, monsieur Souleymane Soulama et son collègue de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, monsieur Siméon Sawadogo ont procédé le lundi 12 juin 2017 à Bobo-Dioulasso, au lancement de la semaine de la sécurité routière. Prévue pour durer jusqu'au 18 juin 2017, cette activité, placée sous le thème « tous engagés contre la vitesse en circulation routière » se fixe pour objectif de fédérer les efforts de l'Administration centrale, les services décentralisés et déconcentrés avec ceux des organisations de la société civile, des entreprises privées et l'ensemble des usagers de la route pour mieux mener les actions de promotion de la sécurité routière.

La cérémonie de ce jour est le fruit du partenariat entre le Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière et la commune de Bobo-Dioulasso. Elle consacre la politique de collaboration entre l'Etat et les collectivités territoriales dans le domaine de la sécurité routière afin de lutter plus efficacement contre l'insécurité routière et de réduire la mortalité liée aux accidents routiers qui ne cessent d'endeuiller le peuple burkinabè. Au Burkina Faso, de 2014 à 2016, c'est-à-dire en l'espace de trois ans, on aura enregistré 2.756 morts et près de 4.7000 blessés du fait des accidents de la route. Le constat des scènes d'accidents laisse entrevoir la part importante de l'excès de vitesse dans leur survenue. Au regard de cette situation, le gouvernement

a adopté les mesures suivantes :
 -le plombage systématique de tous les cars de type transport en commun ;
 -la vérification de la conformité entre le véhicule et la visite technique présentée par le chauffeur ;
 -la tolérance zéro à la surcharge ;
 -l'interdiction formelle du transport mixte ; et
 -la surveillance du stationnement sur les axes routiers.
 Pour le Ministre Siméon Sawadogo de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le thème « tous engagés contre la vitesse en circulation routière » est une interpellation à agir contre les excès de vitesse et une invite à adapter sa vitesse aux conditions et circonstances de l'environnement routier. Il fonde l'espoir que la présente semaine soit une opportunité qui marque

La suite à la page 12

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11



La cérémonie de ce jour est le fruit du partenariat entre le Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière et la commune de Bobo-Dioulasso.

le début d'un ancrage de la culture de la sécurité routière, partout sur nos routes au Burkina Faso. Tout au long de cette semaine de la sécurité routière à Bobo-Dioulasso, seront animées d'importantes activités sur la sécurité routière. Il s'agit essentiellement de conférences publiques, des émissions, des jeux radiophoniques, des jeux de société sur la sécurité routière. Des activités comme les sorties de sensibilisation sur les places publiques, les sorties de contrôles routiers, axés sur les comportements à risque tels que les excès de vitesse, l'utilisation du téléphone en circulation, la conduite sous l'emprise de l'alcool, le transport de passagers dans les tricycles ne seront pas occultés. Il faut noter également que des opérations d'enlèvement des véhicules stationnés de façon anarchique ou dangereuse et des inspections de la signalisation routière dans les grands carrefours à sens giratoire, et des actions de facilitation des déplacements des piétons seront de rigueur au cours de cette semaine à Bobo-Dioulasso.



La cérémonie de ce lundi a commencé par un cross populaire

La cérémonie de ce lundi a commencé par un cross populaire qui a consisté en un aller-retour de la place Tiéfo Amoro à la place de la nation. Et les sapeurs-pompiers ont profité de l'occasion pour faire des démonstrations de mesures de sécurité en cas d'accident qui

a capté l'attention de tous. Des images choquantes d'accidents de la route ont été affichées par les forces de défense et de sécurité.

DCPM

UNIVERSITE

Ouverture de la filière communication à l'ISTIC : des experts réfléchissent pour proposer des curricula de formation

Région du Centre-Ouest



Cet atelier entre dans ce cadre et a pour objectif de donner une orientation à la nouvelle « filière communication »

Le ministère de la communication et des relations avec le parlement organise du 13 au 16 juin 2017 à Koudougou, dans la région du centre-ouest, un atelier de réflexion dans le cadre de la création des emplois de communicateur au profit du ministère.

Partant du constat que les journalistes et les techniciens n'arrivent pas à prendre en compte la dimension communication au niveau gouvernemental, le ministère en charge de la

communication entend ouvrir « une filière communication » à l'ISTIC pour compter de la rentrée 2017-2018.

Cet atelier entre dans ce cadre et a pour objectif de donner une orientation à la nouvelle « filière communication » pour qu'elle puisse répondre et prendre en charge les préoccupations en matière de communication au niveau du gouvernement, des structures publiques, parapubliques et des collectivités territoriales.

L'équipe d'experts devrait de façon spécifique définir et valider le profil des candidats à recruter, de proposer les curricula de formation, de proposer l'intitulé de la nouvelle filière, de définir les options et les débouchés de la filière.

DCPM/MCRP



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Compte rendu du conseil des ministres du mercredi 14 juin 2017

Région du Centre-Sud



Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le mercredi 14 juin 2017, en séance ordinaire, de 09 H 30 mn à 14 H 00 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres.

Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu des communications orales, procédé à des nominations, et autorisé des missions à l'étranger.

I. DELIBERATIONS

I.1. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA

DECENTRALISATION

Le Conseil a adopté un rapport relatif au choix du thème de la célébration de la Fête nationale du 11 décembre 2017 à Gaoua. Il a marqué son accord pour le choix du thème : « Diversité culturelle et citoyenneté responsable pour un Burkina Faso solidaire et harmonieux ». Le Conseil a instruit les ministres en charge du dossier de prendre les dispositions idoines pour une communication adéquate en vue d'une appropriation du thème par les populations.

I.2. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVILIQUE

Le Conseil a adopté un rapport relatif à la conférence de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD) sur l'intégrité des acteurs de la justice en Afrique francophone, prévue du 03 au 04 octobre 2017 à Ouagadougou. La rencontre de Ouagadougou réunira 25 pays africains francophones avec pour objectif d'identifier les priorités mondiales en matière d'intégrité judiciaire. Le Conseil a instruit les ministres en charge du dossier de prendre les dispositions idoines pour une organisation réussie de cette conférence.

I.3. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

Le Conseil a adopté un décret portant autorisation de perception

de recettes relatives à la mise en œuvre de la facture normalisée par la Direction générale des impôts. Ce décret vise à conférer une base légale à la perception de recettes issues de la vente de stickers de sécurisation des factures normalisées et de carnets de factures normalisées pré-imprimés. L'adoption de ce décret permet à la Direction générale des impôts d'accomplir efficacement ses missions de contrôle et de recouvrement.

I.4. AU TITRE DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE

Le Conseil a adopté un rapport relatif à une passation de marchés pour la poursuite des travaux de construction de l'Institut régional de l'Administration (IRA) des Hauts-Bassins par la procédure d'entente directe. Le Conseil a marqué son accord pour l'attribution des marchés aux entreprises suivantes : Lot n°1 : Entreprise EGPZ pour les travaux complémentaires de construction d'un bâtiment administratif pour un montant de cent quarante-sept millions sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille six cent quarante (147 799 640) FCFA TTC ; Lot n°2 : Groupement SOSAF-SOGEDIM BTP pour les travaux complémentaires de construction

La suite à la page 15

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14

de deux (02) salles de classe et de six (06) toilettes pour un montant de deux cent quatre-vingt-treize millions huit cent vingt-neuf mille huit cent quarante-huit (293 829 848) FCFA TTC.

Lot n°3 : Groupement SOSAF-SOGEDIM BTP pour les travaux complémentaires de construction de cinq (05) salles de classe et de cinq (05) toilettes pour un montant de deux cent soixante-neuf millions soixante-trois mille huit cent cinquante-cinq (269 063 855) FCFA TTC.

Le financement est assuré par le budget de l'Etat, gestion 2017.

I.5. AU TITRE DU MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET L'ALPHABETISATION

Le Conseil a adopté un rapport relatif à la mise en œuvre du Programme emplois-jeunes pour l'éducation nationale (PEJEN). Ce programme lancé en 2016, prévoit le recrutement et le déploiement sur 5 ans d'au moins 16 000 jeunes détenteurs de diplôme post baccalauréat (ayant au moins un niveau de formation universitaire Bac+2).

Les participants à ce programme pourront, après avoir accompli 3 années effectives, postuler à l'intégration dans la fonction publique par un concours direct spécifique ouvert à leur profit. Le Conseil a marqué son accord pour le recrutement de 3150 bénéficiaires au titre de l'année 2017. Ces derniers seront repartis selon les besoins exprimés dans les disciplines de l'enseignement général et de l'enseignement et la formation techniques et professionnels.

I.6. AU TITRE DU MINISTRE DES MINES ET DES CARRIERES

Le Conseil a adopté un rapport

relatif à une demande de signature de convention minière entre la société SEMAFO BOUNGOU SA et l'Etat du Burkina Faso. Cette signature de convention minière concerne le Projet Natougou de la mine d'or de Boungou, située dans la Région de l'Est, province de la Tapoa. Le Projet Natougou devra générer au profit du budget de l'Etat des recettes d'un montant total de cent soixante-six milliards quatre-vingt-quinze millions deux cent quinze mille cent trente-cinq (166 095 215 135) FCFA.

En outre, il va favoriser la création de 735 emplois directs et de 476 emplois indirects. La contribution pour le fonds minier de développement local est évaluée à sept milliards huit cent treize millions quatre cent huit mille six cent soixante-cinq (7 813 408 665) F C F A .

Le Conseil a marqué son accord pour la signature de cette convention minière entre l'Etat et la société SEMAFO BOUNGOU SA.

II. COMMUNICATIONS ORALES

II.1. Le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des burkinabè de l'extérieur a fait au Conseil une communication relative à la visite d'amitié et de travail de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, en République Arabe d'Egypte du 7 au 10 juin 2017.

Au Caire, le chef de l'Etat a eu des échanges avec son homologue égyptien, Son Excellence Monsieur Abdel Fattah Al SISSI. Il a ensuite accordé des audiences à des personnalités, dont des membres du gouvernement et des hommes d'affaires égyptiens. En outre le Président du Faso a mis à profit son séjour pour échanger avec nos compatriotes vivant en

Egypte et visiter des sites et des infrastructures dont l'usine de fabrication d'armement au Caire.

II.2. Le ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation a fait au Conseil une communication relative aux résultats des élections municipales partielles et complémentaires du 28 mai 2017. Le Conseil a pris acte de la proclamation des résultats de ces élections par le Conseil d'Etat en sa séance du samedi 10 juin 2017. Il a noté avec intérêt les recommandations faites par le Conseil d'Etat et les mesures idoines y relatives seront prises. Le Conseil lance par ailleurs un appel aux partis politiques et aux populations pour que la mise en place des exécutifs locaux se déroule dans le calme et la cohésion sociale.

III. NOMINATIONS

III.1. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

A. AU TITRE DE LA PRESIDENCE DU FASO

- Madame Aminata SANA/ CONGO, Mle 85 074 T, Informaticienne de gestion, est nommée Ambassadeur

extraordinaire et plénipotentiaire du Burkina Faso auprès de la République de Chine Taiwan ;

- Madame Madina GANOU DIABY KASSAMBA, Mle 25 828 E, Ministre plénipotentiaire, 1ère classe, 14ème échelon, est nommée Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Burkina Faso auprès de la République fédérale démocratique d'Ethiopie,

Représentant permanent auprès de l'Union Africaine et de la commission économique des Nations unies pour l'Afrique.

B. AU TITRE DU MINISTRE DE LA SECURITE

- Monsieur Joseph TONI, Mle 24

La suite à la page 16

La suite de la page 15

374 K, Commissaire principal de police, 1er grade, 3ème échelon, est nommé Directeur régional de la Police nationale du Centre ;
- Monsieur Nonilobal Brice HIEN, Mle 22 878 M, Commissaire principal de police, 1ère catégorie, 13ème grade, est nommé Directeur des unités d'intervention.

C. AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION ET DES BURKINABE DE L'EXTERIEUR

- Madame Noëlie Marie Thérèse OUEDRAOGO/SOBGO, Mle 28 412 X, Administrateur civil, 1ère classe, 10ème échelon, est nommée Conseiller technique du Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des burkinabè de l'extérieur, chargé de la coopération régionale et des burkinabè de l'extérieur ;

- Monsieur Gérard Nestor NAYAOGUE, Mle 34 658 K, Enseignant, est nommé Directeur du cérémonial, des protocoles institutionnels, ministériels et des collectivités territoriales ;
- Monsieur Toussaint TARO, Mle 96 060 D, Conseiller des affaires étrangères, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Directeur des privilèges et immunités diplomatiques ;

- Madame Kétokata Roselyne Estelle KAMBOU/SANOU, Mle 92 321 Y, Conseiller des affaires étrangères, 1ère classe, 6ème échelon, est nommée Directrice des conférences et voyages officiels ;

- Monsieur Dinhezou Serge BICABA, Mle 222 482 M, Ingénieur des travaux informatiques, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur des services informatiques ;

- Monsieur Aimé Yves BADO, Mle 105 160 C, Conseiller des affaires étrangères 1ère classe, 5ème

échelon est nommé Directeur du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation ;

- Monsieur Oueni Hervé SAMA, Mle 92 926 K, Ingénieur génie civil, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur de la Coordination des projets et programmes ;

- Monsieur Daouda BITIE, Mle 118 849 B, Conseiller des affaires étrangères, 1ère classe, 4ème échelon est nommé Directeur de la Formulation des politiques ;

- Monsieur Hassane BONKOUNGOU, Mle 52 184 Y, Inspecteur du trésor, 1ère classe, 9ème échelon, est nommé Directeur de la Prospection et de la planification opérationnelle ;

D. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION C I V I Q U E

- Monsieur Kusiélé Bob-Zié Jean Wilfrid MEDA, Mle 240 046 P, Inspecteur de sécurité pénitentiaire, 2ème grade, 1er échelon, est nommé Directeur du personnel ;

- Monsieur Abdoulaye SIDIBE, Mle 110 115 T, Inspecteur de la Garde de sécurité pénitentiaire, est nommé Directeur régional de la Garde de sécurité pénitentiaire du ressort de la Cour d'appel de Ouagadougou ;

- Monsieur Pascal YABRE, Mle 110 116 D, Inspecteur de sécurité pénitentiaire, est nommé Directeur régional de la Garde de sécurité pénitentiaire du ressort de la Cour d'appel de Bobo-Dioulasso ;

- Monsieur Etienne KAGAMBEGA, Mle 222 272 J, Inspecteur de la Garde de sécurité pénitentiaire, est nommé Directeur régional de la Garde de sécurité pénitentiaire du ressort de la Cour d'appel de Fada N'gourma ;

- Monsieur Efreem Modeste KY, Mle 57 412 R, Inspecteur de sécurité

pénitentiaire, 2ème grade, 1er échelon, est nommé Directeur de la Maison d'arrêt et de correction de Koudougou ;

- Monsieur Oumarou SAWADOGO, Mle 91 192 P, Inspecteur de sécurité pénitentiaire, 2ème grade, 1er échelon, est nommé Directeur de la Maison d'arrêt et de correction de Banfora ;

- Monsieur Souleymane ZERBO, Mle 113 367 V, Inspecteur de sécurité pénitentiaire, 2ème grade, 1er échelon, est nommé Directeur de la Maison d'arrêt et de correction de Léo.

E. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

- Madame Aminata KABORE/ZOUNGO, Mle 119 314 S, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 4ème échelon, est nommée Directrice du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation ;

- Monsieur Abasse SONGNE, Mle 104 314 H, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Agent comptable du Salon international de l'artisanat de Ouagadougou (SIAO) ;

- Monsieur Hassane COULIBALY, Mle 54 635 U, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 8ème échelon, est nommé Agent comptable du Centre hospitalier du District de Bogodogo ;

- Monsieur Adama BARRO, Mle 235 904 G, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Agent comptable de l'Ecole nationale des enseignants du primaire (ENEP) de Dori ;

- Monsieur Abel DABAKUYO, Mle 66 184 H, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 10ème échelon, est nommé Agent comptable de l'Agence de l'eau du Nakambé ;

- Monsieur Yan-Bè-Sighré Ferdinand MEDA, Mle 208 025 M, Inspecteur du Trésor, est nommé

La suite à la page 17

La suite de la page 16

Agent comptable du Centre hospitalier Régional de Banfora ;
 - Monsieur Moussa RIPAMA, Mle 58 446 U, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 7ème échelon, est nommé Agent comptable du Centre de formation professionnelle industrielle de Bobo-Dioulasso ;
 - Monsieur Sylvain NARE, Mle 35 891 E, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Agent comptable du Centre hospitalier universitaire de Ouahigouya ;
 - Monsieur Abdou Moumouni OUEDRAOGO, Mle 32 028 C, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Agent comptable du Centre de formation professionnelle de référence de Ziniaré ;
 - Madame Salamata SANKARA, Mle 31 961 K, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 9ème échelon, est nommée Agent comptable du Centre national de semences forestières .
F. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION
 - Madame Marie-Thérèse Camille ARCENS/SOME, Mle 117 299 E, Attachée de recherche, 1ère catégorie, 6ème échelon, est nommée Chargée de missions ;
 - Monsieur Pierre Claver HIEN, Mle 52 121 G, Maître de recherche, catégorie P, 1er échelon, est nommé Conseiller technique ;
 - Monsieur Dieudonné ILBOUDO, Mle 024 620 A, Chargé de recherche, catégorie P3, 2ème échelon, est nommé Conseiller technique ;
 - Monsieur Adama OUEDRAOGO, Mle 110 969 Y, Enseignant-chercheur, Maître de conférences, catégorie P, 1er échelon, est nommé Chargé de missions au Centre universitaire polytechnique

de Kaya ;
 - Madame Palingwindé Inès Zoé Lydia ROUAMBA, Mle 241 739 Y, Chargée de recherche, est nommée Directrice générale du Centre d'information et d'orientation scolaire et professionnelle et des bourses (CIOSPB) ;
 - Monsieur Oumar SANOGO, Mle 52 126 U, Maître de recherche, catégorie P2, 2ème échelon, est nommé Délégué général adjoint chargé de la recherche et de la coopération du Centre national de la recherche scientifique et technologique (CNRST) ;
 - Monsieur Georges YAMEOGO, Mle 18 531 G, Maître de recherche, catégorie P2, grade intermédiaire, 2ème échelon, est nommé Délégué général adjoint chargé de la valorisation du Centre national de la recherche scientifique et technologique (CNRST) ;
 - Monsieur Sékou KOMI, Mle 235 916 M, Inspecteur du trésor, 1ère classe, 3ème échelon est nommé Directeur de l'administration et des finances de l'Université NAZI BONI (Bobo-Dioulasso) ;
 - Monsieur Tidiani KONFE, Mle 25 239 P, Intendant universitaire, 1er grade, 10 échelon, est nommé Directeur de l'administration et des finances du Centre national de la recherche scientifique et technologique (CNRST) ;
 - Monsieur Hama LY, Mle 35 896 H, Inspecteur du trésor, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Directeur de l'administration et des finances du Centre national des œuvres universitaires (CENOU).
G. AU TITRE DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DES AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES
 - Monsieur Aly ROMBA, Mle 91 944 G, Administrateur civil, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Chargé de missions en remplacement de Monsieur Saïdou SAOURA.

H. AU TITRE DU MINISTERE DES MINES ET DES CARRIERES
 - Madame Aïssata TAPSOBA SY, Mle 508 704 T, Ingénieur hydrogéologue, 1ère classe, 12ème échelon, est nommée Directrice générale du Cadastre minier ;
 - Monsieur Hamadé BADINI, Mle 130 244 D, Magistrat, 1er grade, 3ème échelon, est nommé Directeur général de la brigade nationale anti-fraude de l'Or ;
 - Monsieur Omar OUEDRAOGO, Mle 24 533 Z, Attaché en études et analyses option communication, 2ème classe, 2ème échelon, est nommé Directeur de la communication et de la presse ministérielle .

I. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE

- Monsieur Ousmane David ZANNE, Mle 212 429 T, Conseiller en gestion des ressources humaines, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur des ressources humaines.

III.2. NOMINATIONS DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

Le Conseil a procédé à des nominations et à des renouvellements de mandat au titre de membres de Conseil d'administration des Etablissements publics et des Sociétés d'Etat.

La liste de ces nominations sera publiée dans le Journal Officiel du F a s o .

Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement,

**Rémis Fulgance DANDJINOU
Officier de l'ordre national**

Brève

Côte d'Ivoire - Alpha Blondy appelle à une amnistie générale

La star ivoirienne du reggae Alpha Blondy a appelé mercredi à «une amnistie générale» et à la libération de tous les prisonniers détenus dans le cadre de la crise post-électorale de 2010-2011 en Côte d'Ivoire, en estimant que le pays vit un «traumatisme».

« La réconciliation en Côte d'Ivoire ne peut se faire qu'à travers une amnistie générale qui serait un acte politique courageux », a déclaré le reggaeman aux millions d'albums vendus, dans un entretien à l'AFP mercredi 14 juin. « Actuellement, il y a comme un traumatisme qui sévit parmi tous les Ivoiriens, même chez les politiques. Ce traumatisme, c'est la peur de la guerre qu'ils ont déjà vécue. Aujourd'hui, c'est cette peur qui fait qu'on a du mal à poser un acte politique courageux », a affirmé le chanteur.

Sources : Jeune Afrique

Libye- la procureure de la CPI demande l'arrestation de Saïf al-Islam Kadhafi

La Cour pénale internationale demande à la Libye de procéder à l'arrestation immédiate de Saïf al-Islam Kadhafi. Mais depuis sa libération annoncée, samedi dernier, par un groupe armé de la ville de Zintan, personne ne sait où se trouve le fils de l'ancien dirigeant libyen. Il fait l'objet d'un mandat d'arrêt lancé par la CPI en 2011 pour son rôle dans la répression du soulèvement populaire et la procureure Fatou Bensouda souligne dans un communiqué qu'il est toujours en vigueur. Elle invite les autorités libyennes, le Conseil de sécurité de l'ONU et les Etats concernés à transmettre tout renseignement pertinent dont ils disposeraient. Mais les avocats de Saïf al-Islam n'ont pas tardé à répliquer. « Il a été amnistié par le Parlement libyen, tout comme les autres prisonniers politiques du régime Kadhafi », a déclaré son avocat Khaled al-Zaidi.

Sources : RFI



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Coordination SUD
La coordination nationale
des ONG françaises de
solidarité internationale
connexion utilisateur

C o o r d i n a t i o n
S U D M e m b r e s N o s
positions Nos appuis
aux ONGONGrama

R e c h e r c h e r
R e c h e r c h e r . . .

Valable jusqu'au
3 0 / 0 6 / 2 0 1 7 A c t i o n
Against Hunger USA

Responsable Département
 Eau, Assainissement &
 Hygiene - Haiti / ACF

Accueil » Responsable
 Département Eau,
 Assainissement &
 Hygiene - Haiti / ACF

Description

Nous recherchons une personne disponible des que possible, pour une duree de 12 mois sur la mission de Haiti, context volatile et instable.

<https://www.actionagainsthunger.org.uk/north-south...>

Le Responsable EAH devra garantir la qualité, la pertinence et la mise à l'échelle de la stratégie et des interventions EAH sur la mission, dans le respect des standards ACF et internationaux et des politiques nationales.

Missions du poste:

Mission 1 : Contribuer à la définition de la stratégie pays,

et à la définition de la stratégie et des positionnements du département technique EAH

Mission 2: Coordonner l'identification des besoins et la formulation des propositions de projets

Mission 3: Accompagner la mise en œuvre et s'assurer du reporting des programmes/projets

Mission 4 : Assurer la participation active d'ACF dans la coordination sectorielle nationale, les plates-formes techniques et développer des partenariats sectoriels.

REPONDEZ VOUS AU PROFIL RECHERCHE?

Vous maîtriser la langue française et anglaise, tant à l'écrit que à l'oral.

Vous avez une forte experience dans l'humanitaire

Profil Technique en Gestion de l'eau. l'Hygiene et l'assainissement (bac + 4/5) type avec une forte connaissance des techniques de gestion de projet et gestion d'équipe dans un context interculturel

Vous avez au moins 5 ans d'experience en INGO avec des experiences précédentes en tant que Responsable de Département EAH

Vous avez des capacité a gerer une équipe, des projets et des budgets ainsi que de developper les strategies missions en lien avec les autres departements

Etre capable de piloter et

d'appliquer un mécanisme de contrôle continu des opérations afin d'accroître leur qualité et, d'identifier et delimitier les risques associés à leur mise en œuvre.

Etre capable de monter et proposer des projets et budgets dans un context volatile en accord avec les formats bailleurs

Etre capable de situer les opérations d'ACF vis-à-vis des autres acteurs humanitaires de la zone. d'intervention et de les promouvoir.

Etre capable d'appliquer et de faire appliquer les principes et les valeurs humanitaires sur le terrain.

Etre capable de défendre l'intérêt collectif par un effort de conciliation entre les différents acteurs de la mise en œuvre opérationnelle dans sa zone d'intervention.

En tant que professionnel engagés; vous pouvez diriger avec succès une équipe diversifiée dans la mise en place de projets de qualites

Vous avez une bonne faculté d'anticipation, de planification spécifiquement dans des contextes changeants et complexes

Vous êtes a l'aise dans le coaching et developement de vos équipe tout en sachant adapter votre leadership en fonction des besoins. Etre capable de fédérer votre équipe autour d'un objectif commun

Vous êtes très organisé; gout pour les détails et sachez gérer la pression

Vous avez un esprit analytique

La suite à la page 21

JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

et une faculté de produire des rapports de qualités

Serait un atout;

Expérience en Haïti et/ou au sein de ACF serait un atout

Vous connaissez les procédures et politiques des principaux bailleurs et de leurs positionnements dans la zone d'intervention

Ville Port au Prince

Fonctions **Coordination,**
Gestion **de projet**

Activités **G é n i e**
civil, **Hydraulique**

Pays Amérique latine, Haïti

Contrat C D D

Salaire / Indemnité

Workable - **Backend**

Action contre la faim valorise ses employés et offre un ensemble complet de rémunération et d'avantages sociaux. Ceux-ci comprennent, sans s'y limiter:

Assurance **santé**

R & R

congé annuel payé (vacances)

Possibilités de formation

allocation pour enfants

Pour une liste exhaustive des avantages, consultez le site Web Action Against Hunger.

Vous y trouverez également les informations sur le processus de recrutement et les valeurs de ACF USA (The Core Values).

Postuler en ligne <https://action-against-hunger.workable.com/j/13A91DD2CE>

Date de fin de validité **30/06/2017**



Avis de recrutement

Poste: Chargé(e) de projet
« Maisons Digitales » – Mali

Description

Positive

Planet

Positive Planet est une organisation de solidarité internationale membre du Groupe Positive Planet qui a pour mission de promouvoir le changement social au travers de l'inclusion financière, de l'accompagnement aux microentrepreneurs et de la mise en place de modèles économiques innovants.

Active dans de nombreux pays, Positive Planet propose en Afrique de l'Ouest et Centrale des programmes

d'accompagnement de microentrepreneurs ainsi que des services de conseil et d'assistance technique aux acteurs de la microfinance afin d'améliorer leurs performances financières et sociales. Nos domaines d'intervention vont de l'éducation à la santé, en passant par la promotion de l'entrepreneuriat et le développement de filières porteuses. Notre bureau de représentation contribue également à l'amélioration des connaissances en microfinance et à la diffusion de bonnes pratiques.

Description du projet

Positive Planet a été mandaté

par la fondation d'une entreprise internationale pour renforcer l'offre de formation de « Maisons Digitales » afin de démultiplier les effets sur l'autonomie économique et financière des femmes maliennes. Les Maisons Digitales misent en place par cette Fondation mettent à disposition des femmes des équipements informatiques utilisables sur place ainsi que des formations sur diverses thématiques. L'objectif spécifique du projet est de participer au développement et à la mise en place du contenu de formation au sein de 10 Maisons Digitales dans tout le Mali entre 2017 et 2018 :

5 Maisons Digitales à Bamako

La suite à la page 21

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

(2), Ségou, Mopti et Sikasso ; Puis 5 Maisons Digitales dans les villes à définir avec le Ministère de Promotion de la Femme (2 à Bamako, et 3 en région).

Les principales activités du projet sont :

Activité 1 – Identification des besoins et Adaptation du contenu de formation

Identifier les besoins des femmes bénéficiaires maliennes

Adapter le contenu de formation en fonction des besoins des femmes et de leur niveau d’alphabétisation, en utilisant le contenu innovant déjà créé par Positive Planet dans le cadre d’autres projets

Rajouter du contenu sur l’offre disponible en termes de services financiers, le panorama existant des acteurs locaux, les conditions d’accès et points d’attention pour obtenir un crédit

Activité 2 – Renforcer les capacités de la ou des ONG partenaires et des femmes bénéficiaires

Création d’un pool de 20 formateurs en éducation financière, gestion d’AGR et aux techniques de formation sur support numérique

Organisation de séances de formations de formateurs et de suivi-coaching au bénéfice des formateurs de l’ONG locale et des bénéficiaires

Organisation d’une formation en éducation financière/entrepreneuriat au bénéfice des représentants de la fondation et des ONG locales

Activité 3 – Mise en place d’un dispositif de suivi-évaluation des effets du projet

Elaborer les outils de suivi des effets du projet

Mener les études de base de référence et de suivi des effets du projet en début et fin de projet

Former la fondation et les formateurs de l’ONG partenaire au suivi des indicateurs et des effets du projet

Organiser un atelier de capitalisation

M i s s i o n s

Le Chargé(e) de projet « Maisons Digitales » au Mali sera placé sous la supervision du Directeur de projet, et aura pour mission de :

Coordonner l’ensemble des activités à mettre en place sur le terrain

Assurer la bonne mise en œuvre des activités du projet, sous la supervision du Directeur de Projet, et avec le soutien technique des Experts de Positive Planet

Assurer le suivi financier et opérationnel du projet

Assurer le reporting budgétaire hebdomadaire et mensuel du projet

Gérer une équipe de formateurs locaux répartis dans plusieurs villes du pays

Animer des séances de formations de formateurs et de suivi-coaching au bénéfice des formateurs de l’ONG locale et des bénéficiaires en éducation financière et gestion d’Activité

Génératrice de Revenus

Animer la relation avec les partenaires au Mali

Procéder à des ajustements du plan d’action en fonction de l’avancement des différentes activités et les contraintes observées, après discussion avec le Directeur de Projet

Préparer des documents de communication interne et externe sur le projet (dont rapports)

Elaborer des documents de capitalisation sur le projet

Répondre à toutes demandes du Directeur de projet en termes de gestion de projet, d’équipe, technique

Relations internes

Le Directeur de projet

Le Directeur Régional

Les responsables des bureaux de la zone

Les experts / chargés de projet de la zone

Les experts techniques du réseau de Positive Planet

Le département du Développement du siège

La direction technique du siège

Ville M a l i

Expériences / Formation du candidat

Expérience en gestion de projet et gestion d’équipe

Expérience de travail au Mali et bonne connaissance du pays et de la culture

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

| | | |
|--|---|--|
| <p>Expérience en éducation financière</p> <p>Expérience en tant que formateur</p> <p>Qualité du candidat</p> <p>Maîtrise de PowerPoint, Word et Excel est indispensable</p> <p>Capacité de travail en grande autonomie, pro-activité et rigueur</p> <p>Capacité à travailler en collaboration avec une équipe répartie sur diverses zones géographiques</p> <p>Forte mobilité dans les</p> | <p>en villes du pays dans lequel se déroule le projet</p> <p>Fonctions Coordination, Gestion de projet</p> <p>Activités S o c i a l</p> <p>Pays Afrique, Mali</p> <p>Contrat I n c o n n u</p> <p>Durée du contrat</p> <p>18 mois</p> <p>Salaire / Indemnité</p> <p>Selon profil</p> | <p>Documents à envoyer</p> <p>CV et lettre de motivation</p> <p>Email de la personne contact recrut@positiveplanet.ngo</p> <p>Date de fin de validité 12/06/2017</p> |
|--|---|--|



Avis de recrutement

Poste: WASH Expert- Mission exploratoire - SYRIA Est

Description

A propos de la mission

Posté le: 06/01/2017

Date de démarrage souhaitée: dès que possible

Durée de la mission: 1 mois

Lieu: - Al Hassakeh Gouvernorat et Gouvernorat de Ar-Raqqa (autres endroits accessibles peuvent être nécessaires)

SI intervention

Depuis 2013, Solidarités International (SI) a répondu aux besoins des populations touchées dans le nord de la Syrie à travers des opérations transfrontalières de la Turquie.

SI a développé ses activités dans le nord du gouvernorat d'Alep et, plus précisément, il a maintenu sa présence dans le district Azaz avec un WASH et intervention FSL principalement.

SI a suivi la situation dans d'autres parties de la Syrie et son attention a été soulevée à la crise Raqqa avec des écarts potentiels signalés par les différentes parties prenantes, en particulier concernant les besoins WASH. En effet, alors qu'un certain nombre d'OING ont fonctionné à Al Hassakeh gouvernorat avec des projets principalement axés sur la résilience, l'intensification récente de la tête offensive par les forces kurdes avec des États-Unis back-up pour reprendre Raqqa de Isis a déclenché des déplacements de population importants et les préoccupations

en ce qui concerne le niveau d'assistance déployés pour répondre à leurs besoins.

Contacts avec d'autres ONG, mais aussi des discussions avec nos donateurs actuel pour la Syrie, ont encouragé les SI à mener une mission exploratoire est d'évaluer les besoins humanitaires et les lacunes et de trouver les principales orientations stratégiques que SI pourrait adopter dans l'est de la Syrie, en particulier en réponse à la crise Raqqa, et, finalement, de proposer et de conception selon les conclusions de la mission, une réponse d'intervention.

Les évaluations seront multisectorielle, mais en mettant l'accent sur les besoins primaires WASH. SI envoie sur le terrain une équipe de

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

deux personnes, un chef d'équipe et un lavage expert.

contexte humanitaire

Il a été plus d'un an et demi depuis l'opération pour reprendre Raqqa du groupe ISIL a été lancé, mais l'offensive sur la ville n'a pas encore commencé.

Les combats entre les forces démocratiques syriennes (SDF) et l'Etat islamique en Irak et le Levant (ISIL) ont donné lieu à la ville de Raqqa étant entouré de SDF et ses alliés. Le SDF a coupé presque toutes les routes principales de la ville et des produits alimentaires ne sont plus l'atteindre. Des affrontements se sont aussi intensifiées dans la ville Atabaqa (ville d'Al-Thawrah) que les forces SDF ont tenté de prendre la ville. Près de 30 000 personnes auraient été pris au piège dans la ville, et face la détérioration rapide des conditions, avec de l'eau et l'électricité coupée, et des points médicaux, du personnel et des fournitures est faible. À la fin d'Avril, les rapports ont émergé que SDF avait pris le contrôle de la ville, la dernière étape avant la ville de Raqqa. Les combats a donné lieu à des dizaines de victimes civiles et de grands mouvements de déplacement, ce qui contribue à la détérioration générale de la situation humanitaire. raids aériens lourds affecte également les infrastructures civiles dans le gouvernorat de Ar-Raqqa.

Dans la ville Ar-Raqqa, ISIL continue de monopoliser l'approvisionnement de base

et des médicaments, ce qui contribue à la détérioration de la situation humanitaire. Le 21 Avril, ISIL fait exploser le réservoir d'eau Al Panorama à l'entrée sud de la ville Ar- Raqqa, et le 23 Avril, ISIL aurait bombardé le réservoir d'eau AlHawooz à l'entrée de la ville Ar-Raqqa affectant l'approvisionnement en eau de plusieurs.

Déplacement dans Ar-Raqqa gouvernorat a augmenté au cours du mois d'Avril par rapport aux mois précédents depuis le début de l'opération Wrath Euphrate, comme le montre le graphique. Un 66275 estimés étaient les personnes déplacées du 1er au 30 Avril (par rapport à 27.000 au cours du premier trimestre de l'année). Parmi ceux-ci, 61,226 déplacements se sont produits dans le gouvernorat de Ar-Raqqa alors que 2.295 personnes ont été déplacées à Deir-ez-Zor; 2023 à Alep; 654 à IDLEB; et 77 à Hama gouvernorats. A propos de l'emploi

A propos de la position/mission

Sous la direction générale du chef d'équipe, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, responsable de l'évaluation sera chargé du volet technique de l'évaluation

Les objectifs de l'évaluation sont les suivantes:

L'analyse du contexte, d'évaluer la situation en ce qui concerne l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène

Identifier et hiérarchiser les besoins

Identifier les groupes les plus vulnérables (bénéficiaires directs) et les bénéficiaires indirects.

Décrire les niveaux de vulnérabilité et critères d'intervention

Définir une stratégie d'intervention

Définir des réponses techniques adaptées et concevoir une proposition aux côtés d'un budget

Objectifs spécifiques pour le chef d'équipe:

Recueillir des informations complémentaires sur les besoins humanitaires des populations touchées dans la région et scénario en fonction des développements de prévue les besoins et les lacunes potentielles en matière d'assistance

Recueillir des informations et déterminer si SI aurait une valeur ajoutée à intervenir dans la région

Confirmer les zones géographiques cibles en fonction des lacunes identifiées et pré acteurs présents

Recueillir des informations logistiques et les prix du marché pour soutenir les budgets de construction et la préparation d'une ouverture de base.

Définir une stratégie de réponse et un programme en collaboration avec le chef d'équipe

Organisation de la mission

La méthodologie et les

La suite à la page 25

JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

outils utilisés devraient être peaufiné par l'équipe de la mission de cadrage lors de la phase d'information préliminaire et de préparation.

Résultats escomptés de l'équipe d'évaluation sera un rapport d'évaluation en anglais, une proposition en anglais avec les annexes nécessaires et métrés.

Les conditions de sécurité sont volatiles, la visite suivra des procédures strictes de sécurité SI.

La mission inclus

1 jour pour information au SI

20 jours dans le domaine

1 jour débriefing avec le siège

5 à 7 jours pour finaliser les résultats attendus.

Voyage Paris - Erbil - Paris

Moyens fournis par SI

Billets d'avion

Ordinateurs portables si nécessaire

Téléphones et cartes à gratter achetées à Erbil

Hébergement

Véhicule avec chauffeur Votre profil

Formation et qualifications: Diplôme d'études en ingénierie, gestion des réseaux d'eau, ou dans un domaine similaire est souhaitable

Expérience professionnelle générale: Une expérience antérieure avec succès démontré en tant que coordonnateur du programme / WASH

Expérience professionnelle spécifique: intervention d'urgence dans le WASH, la réalisation d'évaluations, la conception des programmes et la rédaction de propositions

Qualités requises: Fortes capacités d'analyse, d'organisation et établissement des priorités, capacité à travailler sous pression et dans des contextes volatiles.

Anglais courant (langue, la lecture et l'écriture), l'arabe est un atout processus d'application

Est-ce que cette description vous convient? S'il vous plaît envoyez-nous votre CV et lettre de motivation en anglais. CV Seules les demandes ne seront pas considérées.

NB: Le poste vacant peut fermer avant la date limite. Merci de votre compréhension. Nous offrons

Un poste salarié: selon votre expérience de 2.000 euros brut par mois, et un mensuel Per diem de 700 USD et une indemnité de logement.

couverture sociale et médicale: Expatriés bénéficient d'un forfait d'assurance qui rembourse toutes les dépenses de santé (y compris les frais médicaux et chirurgicaux, les soins dentaires

et les frais de rapatriement, ophtalmologiques) et un système de protection sociale, y compris les risques de guerre. Essential vaccination et les coûts de traitement antipaludéen sont remboursés.

Pour plus d'informations sur l'IS, s'il vous plaît consulter notre site Web: <http://www.solidarites.org/en/> Contactez

Corinne LORIN, recrutement et de suivi Officer

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Génie civil, Hydraulique

Pays Moyen Orient, Syrie

Contrat C D D

Postuler en ligne https://emea3.recruitmentplatform.com/syndicated/private/syd_apply.cfm?ID=P1IFK026203F3VBQB6G8N8NQ9&nPostingTargetID=19273

Date de fin de validité 24/06/2017

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Chargé(e)
de **Projet** "Maisons
digitales" – Côte d'Ivoire

Description

planète

positive

Positive Planet est une organisation de solidarité internationale membre du Groupe Positive Planet qui a pour mission de promouvoir le changement social au travers de l'inclusion financière, de l'accompagnement aux micro-entrepreneurs et de la mise en place de modèles économiques innovants.

Active dans de nombreux pays, Positive Planet propose en Afrique de l'Ouest et Centrale des programmes d'accompagnement de micro-entrepreneurs ainsi que des services de conseil et d'assistance technique aux acteurs de la microfinance afin d'améliorer leurs performances financières et sociales. Nos domaines d'intervention vont de l'éducation à la santé, en passant par la promotion de l'entrepreneuriat et le développement de filières porteuses. Notre bureau de représentation contribue également à l'amélioration des connaissances en microfinance et à la diffusion de bonnes pratiques.

Description du Projet

Positive Planet a été mandatée en 2015 par la Fondation d'une entreprise internationale pour l'appuyer dans la mise en place de formations gratuites pour

les femmes ivoiriennes sur le thème de l'éducation financière et la gestion entrepreneuriale. Pendant 18 mois, Positive Planet a développé et mis en oeuvre un parcours de formations afin de favoriser l'autonomie économique et financières des participantes, comportant :

6 modules génériques (budget, épargne, marketing, culture entrepreneuriale, gestion de la dette, et comptabilité de base)

6 modules simplifiés (pour répondre à une problématique de niveau d'alphabétisation).

Forte de cette phase 1, Positive Planet a été de nouveau sélectionnée par la Fondation pour poursuivre l'appui de 5 Maisons Digitales tout en favorisant l'émergence d'un business modèle pérenne pour ce dispositif. L'objectif spécifique du Projet est ainsi de :

Continuer à appuyer l'offre de formations de 5 Maisons Digitales à Abidjan ;

Faciliter la discussion sur la pérennisation du dispositif existant.

Les principales activités du Projet sont :

Activité 1 – Adaptation du contenu de formation

Identifier les besoins spécifiques en fonction des niveaux d'alphabétisation des femmes ivoiriennes

Adapter le contenu de formation en fonction, en

utilisant le contenu innovant déjà créé par Positive Planet dans le cadre d'autres Projets

Activité 2 – Renforcer les capacités des ONG locales partenaires et des femmes bénéficiaires

Création d'un pool de 10 formateurs en éducation financière, gestion d'AGR et aux techniques de formation sur support numérique

Organisation de séances de formations de formateurs et de suivi-coaching au bénéfice des formateurs de l'ONG locale et des bénéficiaires

Organisation d'une formation en éducation financière/ entrepreneuriat au bénéfice des représentants de la Fondation et des ONG locales partenaires

Activité 3 – Mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation des effets du Projet

Elaborer les outils de suivi des effets du Projet

Mener les études de base de référence et de suivi des effets du Projet en début et fin de Projet

Former la Fondation et les formateurs des ONG locales partenaires au suivi des indicateurs et des

effets du Projet

Participer au comité de réflexion sur la pérennisation du Projet

Organiser un atelier de capitalisation

M i s s i o n s

La suite à la page 27

JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

Le Chargé(e) de Projet « Maisons Digitales » Côte d'Ivoire sera placé sous la supervision du Directeur de Projet, et aura pour mission de :

Coordonner l'ensemble des activités à mettre en place sur le terrain

Assurer la bonne mise en oeuvre des activités du Projet, sous la supervision du Directeur de Projet,

et avec le soutien technique des Experts de Positive Planet

Assurer le suivi financier et opérationnel des activités

Assurer le reporting budgétaire hebdomadaire et mensuel du Projet

Gérer le Formateur Positive Planet qui assure les opérations dans les 5 Maisons Digitales

Animer des séances de formations de formateurs et de suivi-coaching au bénéfice des formateurs

des ONG locales partenaires et des bénéficiaires en éducation financière et gestion d'Activité Génératrice de Revenus

Animer la relation avec la Fondation en Côte d'Ivoire

Procéder à des ajustements du plan d'action en fonction de l'avancement des différentes activités et

les contraintes observées, après discussion avec le Directeur de Projet

Préparer des documents de communication interne et externe sur le Projet (dont rapports à la **F o n d a t i o n**)

Elaborer des documents de capitalisation sur le Projet

Relations internes

Le Directeur de Projet

Le Directeur Régional

Les responsables des bureaux de la zone

Les experts / chargés de Projet de la zone

Les experts techniques du réseau de Positive Planet

Le département du Développement du siège

La direction technique du siège

Ville Abidjan, Côte d'Ivoire

Expériences /

Formation du candidat

Expérience en gestion de projet et gestion d'équipe

Expérience en éducation financière de préférence, intérêt pour la thématique a minima

Expérience tant que formateur

Expérience de travail en Côte

d'Ivoire et bonne connaissance du pays et de la culture est un plus

Qualité du candidat

Maitrise de Power Point, Word et Excel indispensable

Capacité de travail en grande autonomie, proactivité et rigueur

Capacité à travailler en collaboration avec une équipe répartie sur diverses zones géographiques

Forte mobilité à Abidjan requise

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités S o c i a l

Pays Afrique, Côte d'Ivoire

Contrat I n c o n n u

Durée du contrat

18 mois

Salaire / Indemnité

Selon profil

Documents à envoyer

CV et lettre de motivation

Email de la personne contact recrut@positiveplanet.ngo

Date de fin de validité 12/06/2017

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

**Poste: Physiothérapeute
thérapeute formateur / mentor
dans la gestion des victimes de
la torture / violence sexuelle**

Description

Handicap International a développé des partenariats stratégiques avec des organisations humanitaires médicales depuis 2010 afin d'améliorer l'accès aux premiers services de réadaptation physique ainsi que la physiothérapie spécialisée suivie des conditions médicales résultant de la violence et la torture.

Le partenaire médical de Handicap International a mis en place un projet de réhabilitation mentale et médicale pour les migrants sous la modalité de prestation de soins dans une clinique, il vise à assurer un meilleur accès des migrants aux soins de santé physique et mentale. Une proportion importante des patients vus à la clinique ont été victimes de violence sexuelle basée sur le genre (SGBV), les mauvais traitements et la torture. Les patients qui viennent à la clinique par des activités de promotion de la santé dans les collectivités et / ou la présentation de soi sont visés d'avoir accès à des conseils de santé mentale, les soins psychiatriques, de réadaptation physique et d'investigation gynécologique

Le centre vise à fournir une approche multidisciplinaire pour faire face à ces les questions, y compris les conséquences

médicales de la violence, SGBV et de mauvais traitements. En outre, il vise également les professionnels locaux - dont des gynécologues, des infirmières, des promoteurs de la santé, travailleurs sociaux, des psychiatres, des physiothérapeutes et des psychothérapeutes - qui travaillent soit un jour après jour dans la clinique du centre. Pour son service de physiothérapie actuel est composé de 5 PT national et a une capacité de desservir jusqu'à 40 patients par jour comme modalité de thérapie individuelle et de groupe, développement pour répondre à de nouveaux patients et la rationalisation des capacités est nécessaire, ainsi que la capitalisation des résultats de ces soins par la mise en réseau et la recherche opérationnelle et d'analyse.

Pour plus d'informations sur les travaux de Handicap International, s'il vous plaît visitez le site Web HI www.handicapinternational.be.

Analyser, améliorer et assurer la qualité continue des services du projet par les meilleures pratiques de soins de physiothérapie (PT) en conformité avec les protocoles MSF, les procédures et les lignes directrices de l'évaluation par l'apport sortie du patient.

participer activement au développement continu et la mise en œuvre de l'approche de l'équipe multidisciplinaire (MDT)

pour les soins aux patients.

Superviser directement, mentor et soutien 5 cliniciens PT.

Se conformer à toutes les exigences administratives et de gestion du projet et de répondre aux demandes de gestion aux fins d'enquête, d'analyse et de réponse à l'expansion future du projet.

**Expériences /
Formation du candidat**

D i p l ô m e :

- **baccalauréat d'une école agréée / approuvé** pour la physiothérapie.

Expérience requise:

- **Vaste expérience (au moins 3 ans) en tant que physiothérapeute avec une solide expérience orthopédique et compétences ultérieures de gestion de la douleur, psychomotricité pour les adultes.**
- **Compréhension et expérience mise en œuvre des interventions** de physiothérapie culturellement adaptés aux personnes qui ont subi des traumatismes physiques et mentaux.
- **Expérience avec les victimes de mauvais traitements et des réseaux** de plaidoyer sur la prévention torture préférée (dans le développement / mise au point).
- **Expérience de supervision et des physiothérapeutes de coaching.**

La suite à la page 29

JOBS CAMPUS

La suite de la page 28

- Expérience en coopération de travail avec interprète
- Connaître les différents groupes ethniques et la compréhension de la facilitation / interprétation des animateurs culturels tout en effectuant l'évaluation / traitement

Qualité du candidat

Exigences générales:

- Capacité à gérer l'équipe des ressources humaines
- Faire preuve de diplomatie et patient, mais aussi persistante
- Il aime l'enseignement et à l'écoute des autres
- Capacité d'organiser et de hiérarchiser la charge de travail, à l'aide d'initiatives, le cas échéant
- Compréhension et expérience dans le développement et la fourniture de

connaissances adaptées et les compétences mises à jour pour les professionnels de la physiothérapie à l'aide au travail, séance d'information et à l'épaule aux approches d'apprentissage épaule.

- La flexibilité, l'adaptabilité, la diplomatie et l'autonomie pour travailler au sein d'une organisation partenaire local.
- faire preuve de souplesse pour adapter à l'évolution des exigences du programme et le climat politique.
- Compétence dans les programmes Microsoft Office Word, Excel et PowerPoint.
- d'adapter flexible et capable rapidement aux changements du projet.
- esprit d'équipe
- Capacité à réfléchir sur les normes sociales et culturelles

• résilience de l'équilibre auto - forte / psychologique dans le travail avec les personnes traumatisées

• Parlant couramment l'anglais. Arabe un atout très fort

• Capacité à vivre en vertu des règlements de sécurité dans organigram

Fonctions **A u t r e**, Technicien spécialiste

Activités **Autre, Santé, Social**

Pays **Moyen** **Orient**

Contrat **C** **D** **D**

Postuler en ligne
https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.id=1985&idpartenaire=130

Date de validité **de fin de** **30/06/2017**

**Un succès européen
Une opportunité pour tous**

Cette formation européenne regroupe plus de 50.000 jeunes certifiés

- | | |
|--------------|---------------|
| Gabon | Burkina Faso |
| Congo | France |
| RDC | Côte d'Ivoire |
| Burundi | Allemagne |
| Djibouti | Autriche |
| Rwanda | Luxembourg |
| Madagascar | Pologne |
| Tchad | Suisse |
| Centrafrique | Tchéquie |
| | Bénin |
| | Niger |
| | Mali |
| | Guinée |
| | Togo |

Contact

Sciences - Campus
Centre d'Examen Européen
Avenue Sembène Ousmane
Ouaga 2000

02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
Tel : +226 72 07 20 20 / +226 66 20 00 26
Email: contact@ebs-edu.fr



Formation entièrement en ligne

- Début des cours
- 15 Janvier
 - 15 Février
 - 15 Mars
 - 15 Avril
 - 15 Mai
 - 15 Juin
 - 15 Juillet
 - 15 Août
 - 15 Septembre
 - 15 Octobre
 - 15 Novembre
 - 15 Décembre

Certificat délivré par l'Institut Européen Entrepreneurial

Le Permis de Conduire de l'Entrepreneur Européen

Coût
200.000 FCFA

Un certificat européen en formation e-learning

Savoir comment l'entreprise fonctionne

Développer ses aptitudes à être entrepreneur



www.sciences-campus.org



LE PERMIS DE CONDUIRE DE L'ENTREPRENEUR EUROPEEN

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture
médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

10/06/2017 AU 17/06/2017 Groupe II

| | | | | | | | | |
|----------|-------------|-------------|-------|-------------|-------------|------------|-------------------|-------------|
| Aéroport | 25 31 42 22 | 14 | Heera | 25 31 66 10 | 27 | Providence | 25 31 86 48 | |
| 2 | Amaro | 25 34 | 15 | Jabnéel | 25 44 78 70 | 28 | Rood Wooko | 25 30 88 90 |
| 33 28 | | | 16 | Jourdain | 25 36 06 86 | 29 | Sangoulé Lamizana | |
| 3 | Ar-rahma | 25 35 09 86 | 17 | Karpala | 25 37 14 14 | 30 | Schifeyi | 25 40 27 42 |
| 4 | Augustine | 25 37 61 00 | 18 | Koulouba | 25 31 19 18 | 31 | Sig-Noghin | 25 35 09 77 |
| 5 | Barwende | 25 40 85 90 | 19 | La Famille | 25 43 06 85 | 32 | Sigri | 25 41 21 48 |
| 6 | Boulmiougou | 25 43 12 68 | 20 | Marlass | 78 55 00 52 | 33 | Sud | 25 38 42 82 |
| 7 | Cité An III | 25 33 19 66 | 21 | Martin | 25 50 84 59 | 34 | Talba | 25 36 22 25 |
| 8 | Dapoya | 25 31 32 01 | 22 | Meteba | 25 33 53 33 | 35 | Tanko | 25 35 15 57 |
| 9 | Delwindé | 25 36 72 80 | 23 | Nayyira | 25 48 18 41 | 36 | Univers | 25 41 99 65 |
| 10 | Denisa | 71 82 76 60 | 24 | Neima | 25 35 56 82 | 37 | Wati | 25 38 52 92 |
| 11 | Faso | 25 38 19 29 | 25 | Nemadis | 25 37 30 41 | 38 | Yobi | 25 31 16 30 |
| 12 | Flayiri | 25 40 73 44 | 26 | Progrès | 25 43 01 62 | | | |
| 13 | Hamdalaye | 25 34 36 94 | | | | | | |

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

Couverture médiatique

Publicité

Communication

- L'actualité des Centres de recherche
- L'actualité des écoles et universités
- L'actualité générale des 45 provinces en continue
- Les activités du gouvernement
- L'actualité internationale

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO